



La guerre est morte, vive la guerre !

Olivier Kempf

Maitre de conférences à Science Po et conseiller éditorial à la *Revue Défense Nationale*. Dernières publications : *Introduction à la cyberstratégie* (Economica, 2012) et *Géopolitique de la France* (Technip, 2012).

Fin de la guerre ? Au contraire, poursuite de la guerre ? Ou tout simplement changement de la guerre ? Au fond, les trois perceptions sont justes et nous forcent à sortir d'une perspective traditionnellement occidentale.

Fin de la guerre

La guerre conventionnelle a largement vécu ⁽¹⁾. En effet, il n'y a plus de grands affrontements de masse semblables à ceux que nous avons connus au cours de notre expérience historique, depuis les guerres médiques et les campagnes romaines, en passant par les croisades ou les affrontements proto-nationaux du Moyen-Âge, jusqu'aux campagnes de Frédéric II et de Napoléon, et les gigantesques affrontements des deux guerres mondiales.

Quelles sont les raisons de l'épuisement relatif de cette forme de guerre ?

Elles sont multiples mais on peut dégager les principales. La première tient à la complication de la guerre : on peut l'observer au travers de trois phénomènes.

L'interarmisation tout d'abord. Au moyen d'un long processus (apparition de la cavalerie aux côtés de l'infanterie puis artillerie, puis génie, puis aviations, puis chars, etc.), elle a compliqué tout d'abord le milieu terrestre. Elle a introduit ensuite des opérations conjointes intégrant plusieurs milieux, et notamment l'aéro-terrestre ou l'aéromaritime (le sous-marin étant lui-même une complication de la

(1) Lire notamment, sous la direction de F. Ramel et J.-V. Holeindre : *La fin des guerres majeures ?* ; Economica, 2010.

guerre navale, qui ne se contente plus de la guerre de surface mais doit incorporer la guerre au-dessus de la surface et en dessous).

L'internationalisation, ensuite, qui complique peu à peu les systèmes d'alliance, perceptibles dès le Moyen-Âge, sans cesse renforcés et, surtout, allongés dans le temps. Autrefois en effet, la campagne ne durait que la saison d'été, permettant donc des changements d'alliance d'une année l'autre. Désormais, la permanence de la guerre favorise le durcissement des coalitions, selon un phénomène qu'on entrevoit dès Napoléon et qui ne cesse de se renforcer au long du XIX^e siècle, pour aboutir aux systèmes d'alliances menant à la Première puis à la Seconde Guerre mondiale. L'adaptation à cette nouvelle donne passe par la construction d'alliances de temps de paix, organisées selon des structures intégrées avant la guerre (Otan et Pacte de Varsovie).

Cette complication de la guerre conduit à des guerres « totales », aussi bien industrielles que nationales. En effet, elles mobilisent de plus en plus de ressources, à la fois économiques et politiques (la question est patente à partir de l'invention de la « nation en armes » par la Révolution française). La notion de mobilisation devient elle aussi totale, ce qui conduit à abandonner des guerres limitées et à voir diminuer le nombre de guerres menées pour de « simples intérêts ». Une des conséquences sera le bilan humain extrême des derniers conflits : dès lors, la guerre devient « trop » lourde à supporter, ce qui se traduit par un refus croissant de la perte de vies humaines pour des intérêts mal identifiés.

Enfin, le dernier facteur relève de la rupture stratégique provoquée par l'apparition de l'arme nucléaire. Les conséquences radicales de son utilisation forcent les parties qui en sont dotées à ne pas prendre le risque initial du déclenchement, puisque ce déclenchement conduit à une possible ascension aux extrêmes et donc à une non-maîtrise du sort de celle-ci.

La guerre devient un objet total qu'on ne manipule plus aisément, quand elle était un objet partiel et commode d'emploi.

Des contournements précoces

Ainsi, cette guerre « conventionnelle », devenue totale, industrielle, meurtrière, étatique, en vient à disparaître. Cela tient à la seule loi stratégique de la guerre, qui est celle du contournement, conséquence de la « dialectique des volontés » identifiée par Beaufre ⁽²⁾. Contrairement à un système déterministe (l'acteur agit dans un environnement considéré comme à peu près fixe), la stratégie met en scène deux acteurs qui vont « régler » leur action l'un sur l'autre : non seulement j'agis pour peser sur l'autre mais celui-ci agit également sur moi. Ainsi, nos actions vont

(2) Général A. Beaufre : *Introduction à la stratégie*, 1963 ; Hachette littérature (édition de 1998). Sur la dialectique stratégique, voir aussi J. Guitton : *La pensée et la guerre* ; Desclée de Brouwer, 1968.

s'adapter sans cesse et nous allons chercher, chacun, à compenser l'infériorité ou l'inefficacité relative du rapport de force du moment par des « contournements ». Ceux-ci doivent créer, localement, un rapport de force qui me sera favorable. Autrement dit encore, la surprise est inhérente à la stratégie. Dès qu'il y a affrontement, il y a contournement et recherche de la surprise. Croire qu'il n'y a pas de surprise stratégique, c'est ne pas comprendre la nature de la stratégie.

Mais revenons à la question du contournement.

La dissuasion nucléaire avait « figé » un « ordre » bipolaire : le rapport de force était équilibré dans le théâtre européen. Aussi a-t-on observé des contournements, dès l'époque nucléaire, et qui n'ont pas cessé depuis la fin de cette ère bipolaire. Les premiers contournements ont été géographiques, avec l'utilisation de théâtres dits « périphériques » : Asie du Sud-Est, Afrique, Amérique latine ou, déjà, Afghanistan. Puis il y eut les guerres révolutionnaires de tous acabits, que ce soit sous la forme de la guérilla (modèle cubo-guévariste) ou de plus grande ampleur (Vietnam).

La nouveauté de l'après-guerre froide tient à la coïncidence de plusieurs facteurs : d'une part, la domination technologique occidentale manifestée dès la guerre du Golfe de 1990 et rendue encore plus visible lors de la guerre d'Irak en 2003 ; d'autre part, l'émergence de modes annexes de guerre que l'on qualifiera plus tard de guerres irrégulières, avec la difficulté de répondre à des guerres civiles (Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Ruanda, Éthiopie, Libye ou, plus récemment, Syrie et Mali), guerres qui ne sont pas seulement « au sein » des populations mais le fait des populations elles-mêmes.

Ainsi, la domination de la technologie militaire est à la fois acceptée et remise en cause. C'est parce qu'un affrontement direct est devenu impossible que les acteurs vont développer des stratégies indirectes. Avec le succès que l'on sait, puisque la plupart des pays occidentaux, les plus habitués à cet affrontement étatique, massif, industriel – westphalien en un mot – l'abandonnent peu à peu, dans un processus généralisé de démilitarisation.

Celle-ci renvoie à deux raisons principales.

La première tient à la moindre nécessité intérieure puisque la plupart des pays occidentaux ne ressentent plus de menaces militaires directes. Pourquoi se préparer à la guerre puisque « l'Europe, c'est la paix », selon l'apophtegme répété sans cesse, mélange à la fois de constat et d'idéal et servant vaguement de doctrine stratégique partagée ? Cette posture a de plus l'immense avantage de se conformer exactement au moralisme ambiant qui nous enjoint d'être toujours « bons, vertueux et repentis », bref, de se donner bonne conscience. Pas de mains, pas de sang sur les mains, n'est-ce pas ? Le cas américain est différent car malgré l'immense entreprise de fabrication de l'ennemi ⁽³⁾, sans cesse renouvelée, l'armement américain vise

(3) P. Conesa : *La fabrication de l'ennemi* ; Robert Laffont, 2011.

autant à préserver le système militaro-industriel intérieur qu'à assurer la position hégémonique des États-Unis dans le monde. Les Américains continuent à faire ce qu'ils ont toujours fait, s'armer.

La deuxième raison est plus pernicieuse : elle conduit à relativiser l'utilité de la guerre comme moyen de résoudre des difficultés. C'est le président Chirac qui dit un jour que « la guerre est toujours la plus mauvaise des solutions ». Cette déclaration, bien dans l'air du temps, renvoie en fait à deux constats. Le premier est celui de l'allongement des guerres : la chose est évidente au regard des guerres mondiales, elle l'est plus encore en observant les conflits de l'après-guerre froide : Bosnie, Kosovo, Afghanistan constituent autant d'opérations étalées sur des années. En effet, la guerre est compliquée et son traitement demande toujours plus de temps. Cet allongement du délai nécessaire à l'action militaire, rapporté au raccourcissement du temps ressenti, apparaît intolérable au décideur politique, soumis à la pression des médias et donc de l'opinion. Voici deux des sommets de l'étonnante trinité, identifiée par Clausewitz, qui se dérobent d'un coup : le dirigeant, à la suite du peuple, ne veut plus faire la guerre. Un second constat s'ajoute au premier : on observe une moindre efficacité de l'outil guerrier. La guerre ne permet pas, selon les canons du moment, d'obtenir la décision. Est-il besoin pourtant de rappeler que la volonté conjugée à la précision permettent encore d'obtenir des résultats, comme l'illustrent le soutien à M. Ouatarra lors de la fin de crise en Côte d'Ivoire ou l'opération en Libye ?

La guerre vit toujours

Relativisation de la guerre, donc. Peut-on pour autant se contenter d'un tel constat ? Non, car c'est ne pas voir que la guerre a bien changé et emprunte des chemins divers. Si une guerre est morte, la guerre vit toujours. Au fond, les contournements observés depuis vingt ans révèlent plusieurs évolutions qui orientent les perspectives.

En premier lieu, notre prévention contre la guerre n'est pas universellement partagée : ainsi que le remarqua précocement le général Le Borgne ⁽⁴⁾, les « barbares » continuent d'utiliser l'enfant de Mars pour résoudre leurs conflits. Allons même plus loin : d'une certaine façon et malgré une représentation communément admise, les barbares ne peuvent être géographiquement concentrés au « Sud » par opposition au « Nord » ou à l'« Ouest », puisqu'il y eut des guerres récentes jusque sur le continent européen, dans les Balkans, terre d'élection de la guerre. Le barbare, au fond, est celui qui justement considère que la guerre peut être utile. Il n'a pas la noblesse morale (et occidentale) de celui qui affirme avec vertu : « plus jamais ça ». Ce qui explique d'ailleurs l'espèce de fascination malsaine des Européens envers les États-Unis, officiellement occidentaux mais pour nous encore barbares

(4) Claude Le Borgne : *La stratégie dite à Timoléon* ; Economica, 1999.

puisqu'e, n'est-ce pas, ils veulent encore faire la guerre. Ne parlons pas des Russes rejetés dans des confins orientaux, malgré Tchaïkovski et Tolstoï.

C'est d'ailleurs une des raisons de notre incapacité militaire : quand nous « intervenons », ce n'est pas pour faire la guerre en des endroits où il y a des gens qui la font. La chose est visible en Afghanistan, où non seulement des insurgés nous attaquent (et certains ne respectent même pas notre vertu : ils nous tirent dans le dos, *green on blue*, nous qui sommes venus les aider, rendez-vous compte !), et en plus, nous avons du mal à adhérer à la conduite américaine de la guerre. Elle a ses défauts, bien sûr (accentuation technique, débauche de matériel et de moyens, états-majors populeux, amas de procédures automatisées...) et les bons esprits les dénonceront, probablement avec raison. Mais fondamentalement, ce qui gêne nombre d'Européens, c'est que les Américains veuillent « faire la guerre », ce qui montre que décidément ils n'ont pas le sens des convenances et des bonnes manières. D'où la propension de ces « solides alliés » à se réfugier dans les zones tranquilles du Nord ou de l'Ouest à l'écart des théâtres exposés ou à arguer de « *caveats* » plus ou moins avouées pour se préserver.

Cette forme d'hypocrisie explique le deuxième trait frappant de la guerre contemporaine : la volonté d'agir caché, « en basse visibilité » pour utiliser une de ces expressions jargonantes dont les militaires raffolent. Ce furent, à l'origine, les forces spéciales. Précises, efficaces, à haute valeur ajoutée, leur principal mérite vient avant tout de leur discrétion. Ainsi apparaît une sorte de répartition des rôles : à côté de troupes nombreuses, visibles et peu décisives, on peut compter sur des troupes en faible nombre, invisibles et efficaces. Même si cette efficacité est relative, non seulement parce que ces troupes sont en nombre limité mais surtout parce qu'au fond il ne s'agit pas de « faire la guerre » (propice à l'escalade de la violence donc à la loi du nombre) mais de « mener des opérations » d'élimination ou de neutralisation, pas de pacification. L'ambition des forces spéciales est constitutivement limitée. Une force spéciale fait, forcément, peu.

D'autres moyens apparaissent qui permettent d'agir « anonymement ». Ainsi des drones aériens, qui signent la stratégie de Barack Obama ⁽⁵⁾ en Afghanistan, au Pakistan, au Yémen, en Éthiopie... L'intérêt des drones tient à de multiples qualités conjuguées : économie en hommes et en empreinte logistique, haute valeur technologique (conforme à notre « voie occidentale de la guerre »), permanence et foudroyance. Mais surtout, surtout, à une qualité essentielle : quand un drone frappe, ce n'est qu'une machine postée à distance et il n'y a aucun risque pour soi. On donne la mort, sans risquer de la recevoir. Et on choisit des « cibles à haute valeur ». Là encore, mêmes avantages et mêmes inconvénients que pour les forces spéciales : très basse visibilité médiatique et limitation des effets.

(5) Cf. Jean-Louis Gergorin : « La stratégie furtive de Barack Obama : une novation majeure », in revue *Commentaire*, n° 139, automne 2012.

Forces spéciales et drones constituent deux exemples de stratégie indirecte. Le débat reste ouvert de la validité à long terme d'un tel choix. Il n'est peut-être pas illusoire de considérer qu'il ne s'agit là que d'un expédient, n'en déplaise à Liddell Hart. Cet expédient risque de ne pas durer. Tout d'abord parce que cette abstention n'est pas le fait de tous et qu'ensuite la primauté technologique, qui sous-tend cette stratégie indirecte d'endiguement de la guerre, semble remise en cause.

Elle n'est pas le fait de tous et elle ne peut être simplement réduite à une histoire de « barbares ». Une zone de crise se constitue qui voit les tensions monter : elle a lieu en mer de Chine (pour les Chinois) ou dans le Pacifique occidental (pour les Américains). Au Nord, la dispute autour d'îles et d'îlots oppose la Chine, Taiwan, le Japon, les deux Corées ⁽⁶⁾. Au Sud, la controverse autour des Spratleys et des Paracels oppose la Chine et tous les États riverains, du Vietnam aux Philippines, de la Malaisie à Brunei. La Chine est au cœur des deux controverses ainsi que les États-Unis qui offrent des garanties de sécurité à la majorité des autres États. Or, les revendications s'enveniment aussi bien en mer de Chine du Nord qu'en celle du Sud, avec des incidents de plus en plus fréquents. À la faveur de la croissance économique, tous les États de la région s'arment, notamment en systèmes navals. La course aux armements extrême-orientale pourrait un jour dérailler en un conflit ouvert, de type « traditionnel », oserait-on dire.

Ailleurs, les conflits du Proche et du Moyen-Orient sont actuellement soumis à de rudes accès de fièvre et un dérapage n'est pas non plus à exclure en ces contrées. Cela ne « nous » concerne pas directement sauf à y être entraînés (« malgré nous »). Après tout, les conflits du XX^e siècle, à l'origine européens, ne sont-ils pas devenus mondiaux ? Est-ce folie d'imaginer que des conflits à l'origine asiatique (n'oublions pas que le Proche-Orient est, d'abord, l'Asie occidentale) deviennent eux aussi mondiaux ?

L'autre tendance est celle du rattrapage technologique. Malgré les sommes folles dépensées par l'industrie de défense américaine, il faut bien constater que les technologies se répandent, et rapidement. En effet, l'information est aujourd'hui facilement accessible grâce au cyberspace, ce qui relativise la domination technologique et scientifique de l'Occident. La leçon la plus significative du récent tir de fusée nord-coréen, début décembre, n'est pas « la persistance des intentions hostiles d'une dictature désuète », comme l'ont répété de nombreux observateurs qui n'observent pas grand-chose mais dans ce que le tir fut « réussi » ; la Corée du Nord est entrée dans le club des nations spatiales, en plaçant en orbite un satellite, certes petit, mais d'une centaine de kilos tout de même. Observons également les progrès de l'Iran ou du Hamas pour constater une tendance à l'égalisation des facteurs. Autrement dit, on assisterait, dans l'ordre militaire, à un rattrapage qui suivrait le rattrapage de l'émergence ⁽⁷⁾.

(6) Compliqué par la dispute intercoréenne, la question des Kouriles et celle de l'accès russe à la zone.

(7) Voir Olivier Kempf, « Émergence, de la convergence économique à la divergence politique », in *Nouvelle revue de géopolitique*, janvier 2012.

L'abstention occidentale risque bientôt de ne plus être possible.

Modification de la guerre

Mentionnons enfin une dernière perspective, celle de la modification de la guerre. La guerre est-elle forcément « létale » ? Certains évoquent une létalité de 1 000 morts par an comme critère de qualification de « la guerre ». À ce compte-là, la protection des frontières européennes contre l'immigration clandestine est une guerre. Et au vu du nombre de morts violentes dans les rues américaines, les États-Unis sont en guerre civile. Dans les deux cas, il est pourtant hardi de l'affirmer. En revanche, il faut bien observer d'autres formes de conflictualité « non létale » qui font rage. Il s'agit de la « guerre économique » et de la cyberconflictualité.

J'ai longtemps été rétif à cette expression de « guerre économique », qui me semblait abusive, à cause justement de la non-létalité. Il reste que les morts indirectes sont probables. Surtout, la guerre économique ne peut se réduire à cette concurrence exacerbée des entreprises en situation de mondialisation, telle qu'on nous l'a initialement décrite au mitan des années 1990. En revanche, qu'elle soit le terrain d'expression d'affrontements où des acteurs hétérogènes (entreprise et État) s'allient selon un critère plus ou moins national afin de faire valoir des intérêts (publics et privés), oui, cela est possible. Guerre indirecte, guerre hybride, guerre contournée, cette « guerre économique » est peut-être le nouveau terrain d'expression de la guerre traditionnelle, avec moins de violence directe.

Quant à la cyberconflictualité, elle est évidente. Comme expliqué ailleurs ⁽⁸⁾, le cyberspace, malgré les apparences et l'opinion commune, n'est pas un espace ouvert et transparent mais au contraire celui où l'on peut agir « à couvert ». En effet, le principe d'inattribution redonne des marges de manœuvre, c'est-à-dire d'offensive, aux acteurs de tout gabarit, et particulièrement aux États. Invisibilité, non-létalité, manœuvre indirecte, voici trois des critères majeurs de la guerre de demain que nous retrouvons dans cette cyberconflictualité. Et dans les deux Asie, les observateurs ne cessent de compter les cybercoups, de plus en plus nombreux et violents, exprimant la conflictualité latente du Moyen-Orient ou la rivalité entre les Chinois, les Coréens et le Japon.

Ces cyberconflits ne sont toutefois que l'expression la plus technique d'un processus plus radical et plus profond : celui de la réticulation croissante des interactions à la fois politiques et donc, en bonne logique clausewitzienne, conflictuelles.

En effet, de nouvelles révoltes s'organisent qui auraient été impensables il y a trente ans, surtout selon notre grammaire politique de la révolte : celle-ci en effet apparaissait comme un succédané des grandes révolutions (française, russe) et

(8) Olivier Kempf : *Introduction à la cyberstratégie* ; Economica, 2012.

expliquait l'indulgence pour tous les mouvements de libération, surtout à l'imitation du modèle guévaro-cubain. Cela n'a pourtant rien à voir avec les mouvements politiques récents : *indignados* espagnols, révolte des tentes israélienne, *Tea Party* américain, printemps d'érable québécois... Mais aussi ces révoltes arabes qui ont vu l'émergence de l'individu, y compris en utilisant les réseaux sociaux (même s'il faut relativiser l'influence décisive desdits réseaux dans le succès final). Certains mouvements commencent d'ailleurs à obtenir une traduction politique, si on pense au « parti pirate » en Allemagne ou au mouvement « 5 étoiles » en Italie.

Surtout, constatons que surgissent de multiples « réseaux » qui, par leur structure même, sont parfaitement adaptés à la nouvelle réticulation du monde. Pirates, criminalité organisée, terroristes, firmes multinationales affiliées aux mafias et institutions bancaires abonnées aux paradis fiscaux, voici autant d'acteurs à la fois collectifs et privatisés qui contournent ou violent les règles et les lois.

Ainsi, il faut bien observer une hybridation générale, qui est non seulement celle de la guerre mais aussi celle de son environnement ⁽⁹⁾.

*

**

Ainsi, la guerre a changé de nature. Elle n'obéit plus à l'art occidental de la guerre, westphalien dans l'ordre politique, technologique dans l'ordre militaire. Pourtant, malgré les réticences occidentales, elle demeure. Elle peut rester militaire mais elle sera aussi, voire d'abord, autre chose. Être stratège exige d'être lucide et donc de comprendre à la fois cette survie et cette mutation de la guerre. La guerre est morte, vive la guerre !

(9) Cf. Cédric Le Bigot, « Quelle place pour l'anticipation de crise ? », *Revue Défense Nationale*, janvier 2013.